

GTIH

Groupe de Travail Interpartis pour les Hôpitaux

La Chaux-de-Fonds, le 1.6.2017

Communiqué de presse

Le GTIH exige le renvoi immédiat de Mme Pauline de Vos Bolay et son remplacement par une équipe prête à mettre en place l'initiative et régler les affaires courantes dans l'intérêt de tous.

Le GTIH est choqué par les déclarations rapportées de la conférence de presse d'HNE à propos des comptes 2016.

Madame Pauline de Vos Bolay démontre dans ses interventions successives qu'elle refuse de tourner la page de son projet centralisateur malgré le verdict populaire. Elle ne sait pas personnellement tirer la conclusion de ses échecs personnels.

Le Conseil d'État doit prendre ses responsabilités. Il doit maintenant la remplacer par une personne motivée et d'accord de remplir le mandat politique qui lui est confié. Le projet issu de l'initiative est réalisable et viable, davantage que le contre-projet démesuré et trop ambitieux qui était dans la continuité de la politique actuelle déficitaire de HNE que le peuple a écarté.

A ceux qui ne se sentent pas capables de le réussir de tirer aussi les conclusions qui s'imposent : suivre la voie qui est tracée ou s'émanciper sous d'autres cieux !

La présidente du Conseil d'administration, du fait de la vacance de la direction générale de HNE, cumule les deux fonctions clés de l'établissement hospitalier neuchâtelois. Il n'est pas tolérable de continuer de concentrer tous les pouvoirs de décision et d'organisation sur une personne qui s'est battue sans aucune concession contre le plan que le peuple a accepté et auquel elle n'a jamais reconnu aucune des qualités.

Dès février, le GTIH s'est montré très réservé quant à la capacité du conseil d'administration, et de certains médecins, à mettre en place un projet qu'ils avaient totalement et aveuglément dénigré pendant des mois. Nous constatons que malgré les directives fermes du gouvernement cantonal la direction d'HNE ne prend aucune mesure pour empêcher que se poursuive le lent affaiblissement du site des Montagnes alors que cela n'a plus lieu d'être et va encore accroître les difficultés actuelles. Le Conseil d'État comptait sur l'intelligence et la bonne volonté des personnes en place pour régler les affaires courantes pendant la période transitoire, cela ne fonctionne pas ! Il apparaît évident aujourd'hui que la direction actuelle n'a ni la volonté ni les capacités d'assumer le mandat. La gouvernance en place se comporte comme si son objectif prioritaire de poursuivre son projet recalé et de démontrer au plus vite que l'initiative n'est pas applicable...

On a, d'ailleurs, faussement attribué à ce projet qui n'est pourtant pas encore en place des difficultés financières renouvelées dont la source n'est pas analysée publiquement correctement. L'équipe actuelle, malgré toutes les mesures centralisatrice qu'elle a prise, n'est pas parvenue à les juguler.

Elle déclare même que « *l'acceptation de l'initiative par le peuple implique la suspension du désendettement de 200 millions* » alors que les partisans de la centralisation ont toujours précisé que ces 200 millions seraient de toute manière à charge du Canton, quel que soit le modèle choisi...

Le Conseil d'État doit rapidement tirer la conclusion que, dans notre canton aussi, les projets de Madame Pauline de Vos Bolay échouent. Sa campagne pour les votations a été un coûteux échec. Ses propos et son attitude démontrent clairement qu'elle-même et une partie de son équipe ne sont pas en mesure à même de mener la construction que l'on exige des personnes en place.

L'analyse précise des causes des départs et de désistement de personnel médical et paramédical permettra sans aucun doute de mettre en exergue que Mme Devos Bolay n'a de cesse de communiquer dans la déformation et l'exagération pour convaincre une presse qui ne devrait pas rester dupe plus longtemps pour autant qu'elle puisse investiguer malgré les freins réglementaires et psychologiques qu'impose HNE à la communication et à ses collaborateurs.

Il a été, pendant la campagne, attribué toute une série d'intentions fausses à l'initiative pour la dénigrer, la présidente du conseil d'administration poursuit cette politique. On comprend dès lors que des collaborateurs hésitent à s'engager. Elle est incapable d'assumer le fait qu'une grande partie des difficultés actuelles sont le prolongement de ses propres erreurs de gestion. C'est inacceptable !

Le Conseil d'État, lui, a clairement et légitimement déclaré, à plusieurs reprises que la page de son projet était tournée et qu'il ne céderait pas sur sa volonté ferme de mettre en place l'initiative. Il détient tous les pouvoirs pour prendre les mesures qui s'imposent. **Nous comptons sur lui et nous lui demandons de remplacer maintenant la présidente du Conseil d'administration et de nommer au sein de la direction d'HNE des personnes motivées à mettre en place rapidement la nouvelle organisation sur les structures existantes. Il faut tenir compte d'une représentation paritaire des intérêts des futurs sites autonomes et complémentaires dans une saine collaboration qui fait fi des ambitions personnelles et des rancœurs. La population et son Conseil d'Etat sont en droit de l'exiger.**

Le bureau du GTIH,

Claude-André Moser, *PLR*, président, Patrick Hermann, *Les Verts* et Armin Kapetanovic, *POP*, vice-présidents, Hughes Chantraine, *UDC*, Nathan Erard, *POP*, Marina Giovannini, *PS* et Jean-Emmanuel Lalive, *Les Verts*